

## Chronique

## POLITIQUE

## “Dehors la troïka !”

Christel Keiser

Sur fond de crise majeure au sommet de l'Union européenne, Washington poursuit ses injonctions en direction des gouvernements européens. C'est maintenant au tour de Timothy Geithner, secrétaire au Trésor américain, de dénoncer la cacophonie européenne à propos du plan d'aide à la Grèce que Ben Bernanke, président de la Banque centrale des Etats-Unis, caractérise en ces termes : « *S'il y avait une incapacité à résoudre cette situation, cela constituerait une menace pour les systèmes financiers européens et le système financier mondial.* » Le Conseil européen, réuni les 23 et 24 juin, s'est empressé de répondre aux ordres venus de Washington. Afin de donner au FMI les gages qu'il réclame sur l'engagement européen, la déclaration adoptée par le conseil réaffirme l'engagement « *à faire tout ce qui est nécessaire pour garantir la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble.* »

Tout ce qui est nécessaire : en commençant par imposer le consensus indispensable en Grèce pour faire adopter le nouveau plan d'austérité. Le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, ainsi que Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, ont exhorté l'opposition grecque (de droite) à approuver le plan d'austérité proposé par le Premier ministre « socialiste » Papandréou. Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, a établi le parallèle avec la situation des autres pays qui ont reçu une « aide » de la troïka où gouvernement et opposition ont scellé un accord sur le dos des travailleurs. « *Cela a marché en Irlande et au Portugal, pourquoi ça ne marcherait pas en Grèce ?* », s'est-il ainsi interrogé. Le Conseil européen s'est également engagé à mettre en œuvre les réformes nécessaires en vue d'atteindre les objectifs fixés par le « *pacte pour l'euro* » qui permet à Bruxelles d'évaluer les budgets nationaux, remettant en cause toute souveraineté des Etats. Un « *moyen de gouvernance efficace* », précise le Conseil, qui entend associer les organisations ouvrières aux plans meurtriers de la troïka, FMI, Commission européenne et Banque centrale européenne.

« *Dehors la troïka !* » : tel est le sens du meeting internationaliste convoqué par le POI, le 1<sup>er</sup> octobre, à Paris, avec la participation de militants de toute l'Europe.

Paris (XIII<sup>e</sup> arrondissement), Meurthe-et-Moselle, Territoire-de-Belfort

## De nouveaux comités d'action politique contre la soumission à la réduction des déficits publics

Meurthe-et-Moselle  
Un appel à constituer des comités dans les localités pour préparer la conférence nationale

A l'initiative du comité départemental de Meurthe-et-Moselle du POI, un rassemblement de travailleurs et de militants, signataires de l'appel contre la réforme constitutionnelle, était organisé à la préfecture de Nancy, le 22 juin, pour y déposer les 720 signatures réalisées.

Rendant compte de l'initiative, *L'Est républicain* (23 juin) rapporte des propos de manifestants : « *Dans tout le pays, 45 000 signataires refusent de subir, au nom de la "réduction des déficits", la suppression des postes dans les écoles, collèges et lycées, la fermeture des hôpitaux, des bureaux de poste, la désertification de leurs territoires, les regroupements forcés des communes. Ce n'est pas à la population de payer la dette des banques ! Ce n'est pas au préfet de décider le regroupement des communes !* » *L'Est républicain* ajoute : « *Pour ce mouvement indépendant qui défend la démocratie avant tout et se réclame pour le socialisme et la République, il faut exiger que les organisations syndicales puissent librement défendre les revendications des travailleurs.* »

Les militants rassemblés ont adopté un appel à constituer, dans les localités, des comités pour l'unité, pour la défense et la reconquête des droits de la population et de la démocratie, contre la dictature de la dette. Ces comités organiseront dans les localités « *des réunions dans le but de préparer une conférence nationale* » et le meeting internationaliste du 1<sup>er</sup> octobre. L'appel condamne clairement la politique du consensus en faveur de la réduction des déficits publics, dont, dans le département, la suppression de quinze postes par le conseil général au centre de protection maternelle et infantile, transférés vers les services personnes âgées-personnes handicapées, ou encore « *l'augmentation de 6 % des impôts décidée par le conseil général, relayant ainsi la politique dictée par le FMI et l'Union européenne.* »

Paris, XIII<sup>e</sup> arrondissement  
“Si l'on s'organise, il n'est pas dit que les conditions de la lutte des classes en France seront les mêmes qu'en Grèce”

Un comité d'action politique contre la soumission à la réduction des déficits publics s'est constitué, le 22 juin, dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Cette décision a été prise à l'issue d'une discussion à laquelle ont pris part des militants d'origines politiques et syndicales diverses : PCF, PS, POI et des responsables CGT et FO de l'arrondissement.

La discussion au cours de la réunion a permis de dégager un accord de fond sur l'impossibilité de se soumettre à la réduction des déficits publics : ni « nécessaire » ni « graduelle ». A été largement abordée la situation de la Grèce, où le FMI et l'Union européenne recherchent coûte que coûte un consensus national capable de mettre en œuvre le énième plan d'austérité du gouvernement Papandréou contre la jeunesse et les travailleurs du pays. « *On est en plein dans les plans d'ajustement grecs* », a expliqué un participant, mais avec des différences qui comptent, a-t-il été précisé. Car si en

Grèce, ils ont réussi à s'assujettir les dirigeants syndicaux, en France, ce processus n'a pas été porté à son terme. Comme exemple, la crise dans la CGT après la signature du protocole Tron sur la fonction publique, évoquée par un autre participant.

L'expression de cette situation s'était manifestée de manière très nette au cours d'une réunion convoquée par la mairie de l'arrondissement sur le devenir de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, quelques jours plus tôt. D'un côté, la tribune avec le maire PS, le député PS Le Guen, l'adjoint PCF responsable de l'urbanisme et le directeur de l'hôpital, tous auteurs d'un plan de démantèlement-privatisation. De l'autre, dans la salle, 150 présents, essentiellement militants de l'union locale CGT, des responsables de l'union départementale CGT, des militants du PCF, du POI. Toutes les interventions — celles de la secrétaire du syndicat CGT de l'AP-HP, des syndicats CGT de la Pitié-Salpêtrière, du secrétaire de l'union locale CGT, d'un responsable FO — ont pris à partie la tribune pour défendre les services, les postes et les bâtiments de l'hôpital. L'appréciation politique de ce face-à-face a été un élément essentiel dans la constitution du comité. « *Si l'on s'organise, il n'est pas dit que les conditions de la lutte des classes en France seront les mêmes qu'en Grèce* », a affirmé un participant. Un autre, en référence au mouvement sur les retraites, a ajouté : « *Oui, s'organiser pour que la prochaine fois, on passe !* » Un syndicaliste, responsable du syndicat CGT du nettoyage et militant du PCF, a illustré la politique de la Ville en expliquant : « *Ce que nous avons vu à la réunion à la mairie du XIII<sup>e</sup>, je le vois tous les jours à la Ville de Paris, il y a un consensus effrayant* », pour en conclure : « *Un comité, ça devient urgent !* »

Un bureau a été constitué. Mandat lui a été donné de rédiger un texte comme contribution à la préparation de la conférence nationale, texte

qui sera proposé à des militants et des travailleurs sur la localité et dans les entreprises pour élargir le comité.

Territoire-de-Belfort  
Rencontre des signataires de la lettre aux députés et au sénateur du Territoire-de-Belfort

Des travailleurs et des militants ouvriers d'origines diverses, militants du POI, du PCF, du Parti de gauche, de la FASE, des syndicalistes de l'Alstom, des militants associatifs, réunis à Belfort, le 21 juin, ont constitué un « *comité pour l'unité contre l'obligation de réduction de leurs déficits publics et ses conséquences* ». Ils s'étaient auparavant adressés aux députés et au sénateur du Territoire-de-Belfort. Le sénateur, Jean-Pierre Chevènement, leur a fait parvenir en guise de réponse sa déclaration au Sénat où, tout en déclarant que le projet de réforme du gouvernement reviendrait à instaurer « *un programme de rigueur budgétaire et sociale* », « *qu'un tel programme (...) vide la démocratie de son contenu* », il affirme que sa préoccupation est que « *ce programme débouchera sur une récession européenne qui rendra encore plus inaccessibles les objectifs de réduction des déficits et de la dette...* ». Comme le souligne la déclaration adoptée par les militants réunis le 21 juin : « *Le sénateur ne conteste pas la légitimité des "déficits publics" et il accepte de faire payer les peuples en voulant, selon sa déclaration, "rééchelonner les dettes publiques autant qu'il faudra"* ».

Les travailleurs et les militants réunis le 21 juin ont notamment décidé de rendre publique leur déclaration commune et d'appeler à rejoindre le comité constitué.

## Eure-et-Loir &gt; Réunion publique à Lucé

## Soixante signataires de l'appel contre la réduction des déficits publics



Photo Informations ouvrières

En Eure-et-Loir, à Lucé, s'est tenue le 23 juin, à l'initiative du POI, une réunion publique de signataires de l'appel contre la réforme constitutionnelle, qui a rassemblé soixante participants en présence de Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti ouvrier indépendant.

Parmi les militants, de nombreux responsables syndicaux, dont certains venaient pour la première fois à une réunion organisée par le POI, et l'un des plus anciens militants du PS du département. Rendant compte de la réunion, *L'Echo républicain* (26 juin) indique, citant Daniel Gluckstein : « *En Eure-et-Loir, plus de 1 000 personnes ont signé l'appel du POI qui dit non à la dictature de la dette.* » Il précise notamment : « *Tout au long de la soirée, Daniel Gluckstein a placé le cas grec au cœur du débat (...).* "Quelle est la solution ?", interroge-t-il, avant de répondre immédiatement : "La nationalisation de tous les

avoirs de banques françaises. On les estime à plus de 8 000 milliards d'euros (...)." *Le point de vue est simple* : "Aucune subordination à l'exigence de réduction du déficit public." *Daniel Gluckstein s'appuie sur des chiffres* : "De 1980 à 2011, la part de la dette est passée de 20 % à 90 % du PIB et pourtant, les dépenses publiques sont en réduction. Est-ce qu'au nom du déficit, il faudra accepter la suppression d'emplois dans la fonction publique et des lits en moins dans les hôpitaux ?" »

Des jeunes, participant à cette réunion, ont décidé de mettre sur pied une réunion à Dreux, le 7 juillet, pour engager la campagne commune POI-AJR pour « *un vrai travail, un vrai salaire, un vrai diplôme* ».

La réunion s'est conclue par l'inscription de quarante des participants au meeting internationaliste du 1<sup>er</sup> octobre. Trois adhésions au POI ont été réalisées.